

Solidaires



**Ce jeudi 27 novembre, disons :
NON au saccage de la recherche publique
OUI à la convergence des mobilisations !**

Casse des services publics et des lois sociales, mépris des salarié-es : ça suffit !

Le secteur public est en permanence l'objet d'attaques frontales depuis l'élection de M Sarkozy. Sous couvert de Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) : « moins de services, moins de personnel, moins d'Etat », les objectifs avoués sont la privatisation, la précarité généralisée et la mise en concurrence systématique... et la méthode favorite est l'autoritarisme.

Santé, Education, Justice, Culture, Transports, Poste... Aucun secteur n'y échappe. Le budget 2009 comprend la suppression de plus de 30 000 postes de fonctionnaires et la mise en compétition des agents avec l'individualisation des rémunérations... à « la performance ». Et la consolante « GIPA », soit-disant garantie de pouvoir d'achat, versée cette fin novembre, est un leurre !

Dans le même temps, le droit du travail de tous les salarié-es explose : durée et horaires de travail, jours fériés, annuités et âge pour la retraite, remboursements de la sécurité sociale...

Les caisses sont vides nous dit-on. Pourtant à l'occasion de la crise financière, le gouvernement a débloqué 360 milliards d'euros pour sauver... les banques privées !

Ce qui n'empêche pas les salarié-es de payer maintenant, et au prix fort, les dérives de la spéculation boursière.



Le 27 novembre : résistons au saccage de la recherche publique !

Le démantèlement des EPST est à l'œuvre, même si les formes varient, par découpages thématiques puis transversal avec le nouvel institut des sciences de la vie, voire par empilement de structures (consortium Agro). Après le « Pacte » et la loi LRU, avec les outils ANR (pour le financement) et l'AERES (pour l'évaluation), **les dimensions nationales et publiques de l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) sont remises en cause.**

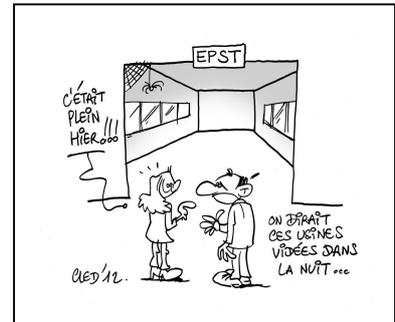
Au budget 2009 : 1000 suppressions de postes dans notre secteur et un financement en baisse. Cela signifiera encore plus de précarité dans les labos, et l'aggravation de la course aux contrats « alimentaires », **aboutissant à une marchandisation totale de la recherche publique ! Et à un cadre de travail de plus en plus dégradé** (tension entre agents et équipes, stress...).

Le rythme des attaques s'accélère. Ces dernières semaines, les représentants du personnel et syndicats ont à nouveau manifesté leur colère lors de Comités Techniques Paritaires (CTP) : boycott de celui de l'INRA le 12, de celui du CNRS le 19. Au Cemagref, ils ont refusé de voter le plan stratégique... Mais cela ne suffit pas à arrêter le saccage de la recherche publique !

Ce jeudi 27 participons au blocage des Conseils d'Administration (CA) du

CNRS et du CEMAGREF devant valider ces orientations et le budget 2009. Face à la montée des attaques, répondons à l'appel large et unitaire pour ce jeudi 27, pouvant aller jusqu'à la grève (à débattre en AG). La journée se concrétisera également par un déménagement symbolique du Ministère vers l'ANR, et des actions dans les régions.

De nombreux agents sont encore dubitatifs devant ce déferlement d'annonces. Sensibilisons-les, faisons circuler les pétitions en ligne... pour être encore plus nombreux lors des prochaines opérations de résistance.



Pour stopper la déréglementation généralisée : appelons à la convergence des luttes !

S'il faut résister sur le terrain, à chaque coup porté contre le service public et ses agents et freiner ainsi la politique de ce gouvernement, cela ne suffit pas à stopper la dérive libérale, sauver tous les services publics, obtenir des avancées sur le pouvoir d'achat, les retraites et les conditions de travail...

Il est une période où la convergence des luttes s'impose : c'est maintenant !

Le précédent de la lutte contre le CPE (*Contrat Première Embauche*) illustre une méthode qui marche : des revendications unificatrices s'appuyant sur les plus mobilisés. Nous ne voulons pas revivre l'expérience du printemps dernier où certains secteurs (enseignement...) se sont épuisés dans des mobilisations sectorielles... la construction de ce rapport de force est de la responsabilité des organisations syndicales nationales !

**A Paris, RV à 8H devant le siège du CNRS, à 11H du ministère ESR à l'ANR et à 13H30 au Cemagref d'Antony.
N'oublions pas la pétition « carrières » en ligne sur : <http://emploi-salaires-esr.ras.eu.org/>**